

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

**Nouvelles de France. Deutsche Ausgabe. 1947-1948  
1947**

475 (16.4.1947)

MITTWOCH  
16.  
APRIL  
1947  
3. Jahrgang  
No 475  
30 Pfg.

DEUTSCHE AUSGABE

# Nouvelles de France

NACHRICHTENBLATT

DIREKTION  
REDAKTION  
ADMINISTRATION  
Merkblatt 4  
KONSTANZ  
ANZEIGEN:  
Agence Havas  
Merkblatt 4  
KONSTANZ  
und  
Nachdruck

## Wahlen in Persien

Als die iranische Regierung der Sowjetunion die Abtretung von Ölkonzessionen in Azerbeidschan zusagte, verpflichtete sie sich gleichzeitig, demokratische Parlamentswahlen durchzuführen und von dem neuen Parlament den Ölvertrag mit der Sowjetunion bis zum 31. Oktober 1948 ratifizieren zu lassen. Wegen der inneren Unruhen mußten die Wahlen immer wieder verschoben werden. Es schien, als seien die Unruhen im Süden, wo Großbritannien Ölkonzessionen ausbeutet, zur Verzögerung der Wahlen und im Norden zur Beschleunigung der Wahlen inszeniert worden. Nachdem nun einigermassen Ruhe eingekehrt ist, wurden die Wahlen durchgeführt, allerdings nur in einem Teil des Landes, während in anderen die Verhältnisse noch so geschwollen wurden, daß die Verschiebung der Wahlen als geboten erscheint. In den Gebieten, in denen die Kontrolle als noch nicht hinreichend gesichert gilt, sollen die Wahlen später nachgeholt werden.

Wie gewöhnlich wurde, hat die Partei des Ministerpräsidenten Ghavvân an Sultanach einen überwältigenden Sieg errungen. Diese Partei nennt sich „Demokratische Partei“, aber in einem Lande mit der sozialen Rückständigkeit des Iran sind Demokratie und demokratische Wahlen heikle Begriffe. Die Mehrheit der Wähler besitzt nur Analphabeten- und Wahlkarten werden auch in den iranischen Städten meistens nicht geführt. Die große Masse der Bevölkerung ist von arabischen Grundbesitzern und Stammesoberhäuptern völlig abhängig, und da die Wahlen nur selten geheim geführt werden, so stehen sie in Wirklichkeit unter der Kontrolle der traditionell führenden Oberschicht.

Infolgedessen konnte über den Ausgang der Wahlen kein Zweifel bestehen. Die führende Oberschicht hatte vorher die zu wählenden Kandidaten aus ihren eigenen Reihen unter sich ausgesondert, ein sehr langwieriges und aufwendiges Geschäft, bei dem Familien- und Klan-Interessen und auch Beziehungen nach afghanischer Sitte eine wichtige Rolle spielten.

Unter diesen Umständen hat es im Lande selbst nicht an Kritik gefehlt. Die akademische Jugend veranstaltete Demonstrationen gegen die Wahlkontrolleure, weil diese ausschließlich aus Vertretern der Partei des Ministerpräsidenten bestanden und Mitgliedern anderer Parteien keinen Einblick in das Wahlgeschichte gestatteten. Die bürgerliche Opposition, die in der Hauptstadt Teheran die kleine Zahl von Sitten, die sie vorher hatte, fast vollständig wieder erlangen konnte, hatte sich mit Beschwerden gegen an den Schah gewandt, aber die Delegation wurde nicht empfangen, und ihr „Mittelstreik“ in der Vorhalle des kaiserlichen Palastes machte sie nur lächerlich. Besonders geschickt wurde gegen die Linkskartisten operiert. Die wichtigsten Funktionäre wurden verhaftet, so daß die Oberleitung im

(Fortsetzung Seite 4)

## AVANT DE S'EMBARQUER POUR L'A.O.F.

# LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE visite Salon, Aix, Brignoles et Toulon

AVANT de s'embarquer pour son périple africain, le président de la République, sans même connaître encore le manifeste du R.P.F., a tracé par avance, avec toute l'autorité qui s'attache à sa personne et à ses hautes fonctions, les contours du rassemblement des Français et des Françaises qui doit s'effectuer tout naturellement autour de la République, dans le cadre des institutions que le peuple s'est librement données.

M. Auriol n'a pas caché qu'avec le temps, l'expérience indiquerait s'il était nécessaire d'amener, de reprendre ou de compléter ces institutions. Mais il a affirmé que la France ne pouvait supporter une agitation politique permanente qui, dressant partis et hommes les uns contre les autres, créerait un climat de passion et de division peu propice au travail.

Cela compromettrait, selon le président, définitivement notre renaissance et nous empêcherait de remplir dans le monde cette mission de paix et de rapprochement entre les nations qui est de notre devoir comme de notre intérêt.

M. Vincent Auriol, en terminant, a dit que l'heure n'était point aux déchirements, mais à la concorde et à l'union, spécifiant que l'union n'est pas cette unanimité, cette uniformité de pensée qui, dans un pays d'une structure politique et sociale aussi variée que la France, ne pourrait être que confusion stérile ou contrainte.

Enfin, après avoir rappelé que les libres discussions courtoises et mesurées sont aussi inévitables que souhaitables dans une démocratie, il a précisé:

## Le "Queen Elizabeth" s'échoue en rade de Southampton

Le « Queen Elizabeth », qui après l'incendie du « Normandie » est, avec ses 85.000 tonnes, le plus grand paquebot du monde, s'est échoué lundi soir par un brouillard intense à l'entrée de la rade de Southampton, à 12 kilomètres du port.

Le « Queen Elizabeth » revenait de New-York avec 2.046 passagers à son bord.

Sept chalutiers s'efforcèrent de le renflouer.

Aux dernières nouvelles, on annonce que tous les efforts tentés au cours de la nuit pour renflouer le paquebot ont été vains. Le navire est ainsi échoué depuis quinze heures. Les remorqueurs feront une nouvelle tentative à marée haute.

Le « Queen Elizabeth » est assuré pour 6 millions de livres sterling.

## et Toulon

clamé que l'unanimité des volontés pouvait et devait se faire sur l'œuvre de relèvement, de redressement, de reconstruction de la France, qui est aujourd'hui la tâche la plus urgente des citoyens.

Le ton de cette allocution, de laquelle a été soigneusement banni par le président de la République, incarnation de l'Etat, tout esprit polémique, ne manquera pas d'apaiser une opinion que certains commentateurs de presse, souvent partisans, auraient pu passionner.

Le large débat auquel le général de Gaulle convie le pays pourra ainsi se dérouler sans heurts entre des citoyens qui ne devront y trouver aucun prétexte à se désemparer, mais à contraindre à participer à l'effort et au labeur communs indispensables à la mise en valeur de toutes les énergies et de toutes les ressources de la nation.

Salon de Provence, dont les quartiers modernes encerrent un récif escarpé que couronne le château médiéval des anciens archevêques d'Arles, a reçu lundi matin la visite de M. Vincent Auriol, président de la République.

Répondant à l'appel de son maire, M. Franco, la population avait pu assister à son passage.

A 9 h. 30, le train présidentiel entre en gare. Le président, accompagné de Mme Auriol ainsi que de M. Félix Gouin et des personnalités qui participent au voyage en A.O.F., se descend au milieu des applaudissements de la foule, tandis qu'un détachement du 7ème génie lui présente les armes.

## Fernand de Brinon a été fusillé

PARIS. — Fernand de Brinon, qui avait été condamné à mort par la Haute Cour siégeant à Versailles, a été fusillé hier matin, à 7 h. 32, au fort de Montrouge.

Suite page 2

## A LA RECHERCHE DES MAGASINS TEMOINS

DES magasins-témoins ont été ouverts ces jours derniers, d'autres le sont aujourd'hui et ainsi cette campagne s'étendra, nous dit-on, jusqu'à un millier pour Paris.

Nous pensions — l'imagination crée parfois de ces fantaisies — qu'ils attireraient l'attention de tous par de grands cartels bordant les rues ou surmontant les vitrines, comme les commerçants en placent leur jour de « grande première », c'est-à-dire d'ouverture. Il n'en est rien. Les « témoignages de satisfaction » décernés par la Centrale économique, à ceux qui méritent par leur honnêteté commerciale d'être désignés, ont le format d'une feuille de papier commercialisée laquée des trois côtés.

Ce trop moderne patronage ne rend pas la recherche facile, et puis, chose étrange, les magasins-témoins se trouvent un peu moins des grands centres de ravitaillement.

Flânant dans divers quartiers, nous en avons trouvé dans de petites rues, ne comportant parole qu'un seul commerçant, sur des boulevards aussi où épiciers et cré-

A l'arrivée de M. Vincent Auriol, place de l'Hôtel-de-Ville, la fanfare municipale entonne une vibrante « Marseillaise ». Dans la grande salle de la mairie, le conseil municipal et les personnalités locales sont présentes au président par le maire M. Franco; puis celui-ci prononce le discours d'usage dans lequel il exprime la reconnaissance de la population que le chef de l'Etat a tenu à honorer de sa visite.

Suite page 2

## Dans une déclaration à la presse le général de Gaulle fait connaître qu'il prend la direction du Rassemblement du peuple français

PARIS. — Le général de Gaulle a remis lundi soir à la presse la déclaration suivante:

« Dans la situation où nous sommes, l'avenir du pays et le destin de chacun sont en jeu. Cela, chaque Français le sent.

Pour nous assurer la prospérité économique, la justice sociale, l'unité impériale, la puissance extérieure, sans lesquelles nous perdrons jusqu'à la liberté des citoyens en l'indépendance de la France, la nation doit se rassembler, faire un long et puissant effort de travail et de rénovation. Cela, chaque Français le voit.

Pour marcher droit vers son but, il faut que la nation soit guidée par un Etat cohérent, ordonné, concentré, capable de choisir et d'appliquer impartiallement les mesures commandées par le salut public. Le système actuel, au sein duquel des partis rigides et opposés se partagent tous les pouvoirs, doit donc être remplacé par un autre où le pouvoir exécutif procède du pays et non point des partis et où tout conflit insoluble soit tranché par le peuple lui-même. Cela, chaque Français le sent.

Aujourd'hui est créé le Rassemblement du peuple français. J'en prends la direction. Il a pour but de promouvoir et de faire triompher, par-dessus nos divisions, l'union de notre peuple dans l'effort de rénovation et la réforme de l'Etat.

J'invite à se joindre à moi dans le Rassemblement toutes les Françaises et tous les Français qui veulent s'unir pour le salut commun, comme ils l'ont fait hier pour la libération et la victoire de la France.

Vive la France!  
Vive la République!  
Signé: C. DE GAULLE

SUITE EN PAGE 2

## Le Dr Schacht est transféré à Nuremberg

NUREMBERG. — Le Dr Schacht a été transféré à Nuremberg pour permettre l'audition de témoins importants. Il était accompagné par son défenseur et sa femme.

## Die Moskauer Konferenz

### Bevin und Bidault schließen sich dem amerikanischen Vorschlag eines Vier-Mächte-Abkommens an

WIRD die Unterzeichnung eines „Vier-Mächte-Abkommens“ den Alliierten die Gelegenheit geben, ihre Differenzen, so schwerwiegend sie auch sein mögen, früher oder später zu beheben?

Diese Frage wurde am Montag gestellt, als General Marshall den amerikanischen Plan vorlegte. Es ist jedoch nicht sicher, daß sie noch in Moskau definitiv gelöst werden wird.

Es scheint nun, am Ende dieser Konferenz, die bis jetzt fast ausschließlich Enttäuschungen gebracht hat, daß man zu der Hoffnung gekommen ist, einen Entschluß fassen zu können, der bedeutsam genug ist, um die öffentliche Meinung zu beruhigen und um ihr zu veranschaulichen, daß die „Vier“ um jeden Preis ent-

schlossen sind, Deutschland nicht künstlich zu spalten, wodurch nur ihre eigene Unsicherheit zum Ausdruck käme.

Darum wollen wir nicht behaupten, daß die Konferenz ein Misserfolg war; die gab jedem Land die Möglichkeit, seine Stellungnahme näher zu definieren, und man kann nicht behaupten, daß die Meinungsverschiedenheiten, die dadurch entstanden, völlig unerwartet kamen. Es wurde trotz allem gute Arbeit geleistet, zum Beispiel in der Frage der zentralen Verwaltungen.

Niemand hat jemals erwartet, daß diese Arbeit das Präliminarstadium überschreiten werde. Jeder hoffte nur, daß den „Vier“ dadurch die Möglichkeit verschafft würde, den Kontrollrat präzise Anleitungen über die kommende Wirtschaftspolitik und Verfassung geben zu können.

Sogar diese Hoffnung scheint nicht in Erfüllung gehen zu wollen. Dies ist immerhin noch kein Grund zu glauben, daß in einigen Monaten, wenn die Lage sich gelichtet hat, die kommende Konferenz von London oder Paris nicht erfolgreich werden könnte.

Die Zeit ist, das darf nicht vergessen werden, ein Hauptfaktor der Diplomatie.

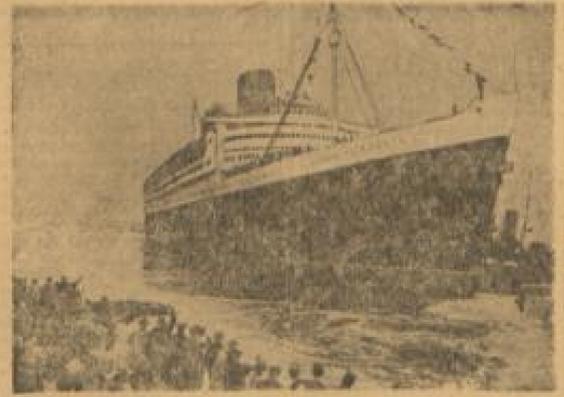
„Die Regierung der Vereinigten Staaten glaubt, daß für die verbleibenden Mächte der Ausspruch gekommen ist, zu entscheiden, ob sie zur Aufrechterhaltung der Entfaltung Deutschlands einen Viererpack wollen oder nicht.“ erklärte General Marshall. Er erinnerte daran, daß Byrnes schon vor einem Jahr den Außenministerat angerufen hatte, seine Einigkeit in dieser Weise zu belegen. Aber General Marshall nimmt nicht an, daß es für die Vier notwendig sei, den Vortrag vor Abschluß der Moskauer Konferenz zu unterzeichnen. Er wünscht nur ein grundsätzliches Einverständnis das die Ernennung von Bevollmächtigten gestatten würde, die beauftragt werden, „nach den Schlüssel zu verhandeln“.

## Deutsche Inhaltsübersicht

- Seite 1 Die Wahlen in Persien (Schluß Seite 4)
- Die Moskauer Konferenz (Schluß Seite 4)
- Seite 2 Französische Presse schreibt
- Seite 3 Das Ausland schreibt
- Seite 4 Nachrichten aus dem Ausland Maurice Renard: Orleanismus
- Seite 5 Nachrichten aus Deutschland Sozialistische Umwälzungen aus dem Kulturleben Französisches Radiostück Programm
- Seite 6 Deutsche Pressestimmen Aus der britischen Zone Das Großschiffen der Hauptwörter

## LE PRESIDENT TRUMAN interviendra-l-i dans le conflit du téléphone?

WASHINGTON. — Les trois dirigeants de la Fédération nationale des employés du téléphone ont déclaré, après une conférence d'une heure avec le secrétaire d'Etat au Travail, qu'aucun progrès n'avait été réalisé. Le comité directeur de la Fédération va prendre une décision concernant une intervention éventuelle du président Truman, dont on parle beaucoup.



Dr. Schacht mit „Queen Elizabeth“ in Southampton (AFP)

# Frankreichs Presse schreibt:

## DIE BEWERTUNGEN DES GENERAL DE GAULLE

Die von General de Gaulle über die Vereinigung des französischen Volkes geäußerten Erklärungen haben die Hauptstimme der Pariser Zeitungen. So schreibt Jean Bourdell in „L'Echo“:

„Nach der ersten Erklärung de Gaulles hat man, gerade wie nach der Rede in Bayeux, bestrebt, sich zu fragen, ob es sich bei dem Meinungsverschiedenheiten zwischen dem General und dem Führer der jetzigen Verfassung lediglich um Versehen handelte, die es gewarnt hat sich Monaten gelingende Gesandtschaften vorgekommen werden müßten. Dieser neue schrittweise zu überbrücken würde der Abgrund zwischen einem Präsidentenbüro und einem parlamentarischen System.“

„In der Sache der Anhänger des letzteren, des Beweises zu erbringen, daß es nicht notwendig ist, die bestehenden Einrichtungen von Grund aus zu ändern, um die Autorität des Staates zu sichern.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

„Das Gesetz muß jeden Widerstand gegen das Gesetz brechen.“

# LE VOYAGE PRESIDENTIEL de M. Vincent Auriol

## SUITE DE LA PREMIERE PAGE

« Je suis venu sans discours, lui répond le président. Je vous remercie ainsi que votre population pour l'accueil chaleureux et cordial que vous m'avez réservé ! »

Et M. Vincent Auriol exprime sa joie de voir réunis autour de lui tous les élus du département sans distinction d'opinion. Il adresse son salut aux maires du canton et à leurs administrés.

Et le président prend congé des personnalités de Salon et part pour l'école de l'Air, située à 3 kilomètres de la ville, sous les ovations de la foule.

## LA REMISE DE LA LEGION D'HONNEUR A L'ECOLE DE L'AIR

Sur le terrain de l'école, devant les personnalités de Salon et par les élèves de l'Air, se sont alignés et les élèves officiers formés en carré.

Les autres écoles militaires, navales et inter-armes de Collioure et de Polytechnique sont représentées par leurs drapeaux qui sont présentés par leurs professeurs accompagnés d'une garde d'honneur et des délégations.

Tandis que la musique de l'Air joue « la Marseillaise », le colonel Demaricourt, commandant l'école, accueille le président de la République qui s'incline devant le drapeau.

M. Maroselli, ministre de l'Air prononce alors un discours dans lequel, après avoir rappelé la courte mais déjà glorieuse histoire de l'École de l'Air, il définit pour les élèves le rôle de l'aviation dans l'Union française.

Prenant à son tour la parole, M. Vincent Auriol déclare :

« Ecole de l'Air, vous préparez la grande tâche que votre ministre

vient de définir. Vous formerez de jeunes chefs dignes de leurs aînés, de leurs sacrifices, de leur gloire, de leur drapeau.

« Au nom de la République, en vous confiant les destins de la France, nous vous faisons chevalier de la Légion d'honneur. »

Un défilé clôture la cérémonie, tandis que dans le ciel de nombreux chasseurs évoluent. Le président quitte l'école à 10 h. 50.

## A AIX ET A BRIGNOLES

A 11 heures le cortège présidentiel arrive à Aix-en-Provence après avoir parcouru les rues de la ville et s'être arrêté quelques instants à la préfecture. M. Vincent Auriol part pour Brignoles où il doit déjeuner.

Tout au long des quelques 50 kilomètres qui séparent Aix-en-Provence de Brignoles, le cortège du président de la République traverse de paisibles villages dont les habitants saluent joyeusement le président en agitant de petits drapeaux et en lançant sa passe-passe de la voiture présidentielle des vivats enthousiastes.

A Brignoles, les rues étroites de la ville sont fleuries et parsemées de faisceaux de drapeaux et d'arc de triomphe.

Après avoir signé le livre d'or de la mairie, le président se rend au banquet préparé en son honneur dans les locaux de l'école supérieure. Sur son passage, des jeunes gens armés de longs fusils à tromblons tirent vers le ciel des salves bruyantes.

A l'issue du banquet, M. Vincent Auriol prononce un discours :

« Ayons la fierté, déclare-t-il, de notre pays, débarrassé et malheureux, n'abusons pas des contrevenances doctrinales ou des querelles partisans. »

Il poursuit :

« La critique est souhaitable et bienfaisante quand elle tend à guider, par de sages conseils et des suggestions pratiques, l'action gouvernementale toujours difficile et à résoudre les problèmes complexes que pose notre époque complexe. Mais gardons-nous d'épuiser nos énergies dans des campagnes électorales prématurées. »

Le président de la République inaugure ensuite la foire-exposition de Brignoles et quitte la ville pour se rendre à Toulon.

## A TOULON

Le cortège présidentiel fait son entrée dans Toulon, salué par des salves d'artillerie tirées des forts et des navires en rade. Sur la place de la sous-préfecture une foule nombreuse fait une ovation délirante au chef de l'Etat. Les honneurs sont rendus par un bataillon de fusiliers marins et par deux bataillons d'infanterie coloniale. Le président se rend dans les salons de la sous-préfecture où les corps constitués lui sont présentés.

Il remet la croix de chevalier de la Légion d'honneur au Dr Couvin, président du conseil général, puis prononce une courte allocution.

Après avoir déposé une gerbe de fleurs au monument aux morts et visité la ville, le chef de l'Etat se rend au grand Théâtre où il présida un grand banquet organisé par la municipalité de la ville.

Prenant la parole à la fin du repas, le président fait d'abord appel à la discipline et à l'esprit de solidarité des Français nécessaires au relèvement du pays.

« L'heure n'est point aux déclarations, déclare-t-il, elle est à la concertation et à l'union. Mais l'union n'est pas cette unanimité, cette uniformité de pensée qui, dans un pays d'une structure politique et sociale aussi variée que la France, ne pourrait être que confusion stérile ou contraste étouffant. »

« Les libres discussions courtoises mesurées sont aussi inévitables que souhaitables dans une démocratie, mais l'unanimité des volontés qui doit se faire sur l'œuvre de relèvement, de redressement et de reconstruction de la France qui est aujourd'hui la tâche la plus urgente des citoyens. »

« Et cette œuvre n'est possible que grâce à l'effort commun, au labeur commun de tous les Français et de toutes les Françaises, étroitement unis et solidaires dans la mise en valeur de toutes les énergies et de toutes les ressources de la nation. »

Le président rappelle ensuite les heures sombres que vécurent la France sous l'occupation.

« Nous avons retrouvé la liberté. Il s'agit à présent d'assurer le relèvement du pays ruiné par cinq années de guerre. »

Il le président conclut :

« Je l'ai souvent dit ailleurs et je le répète ici : pour notre relèvement, la discipline de tous, la discipline librement consentie par tous est indispensable et l'autorité de l'Etat doit briser toutes les résistances à la loi. »

# Le général de Gaulle se place à la tête du Rassemblement du peuple français

## SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Lorsque rompant un silence de six mois, le général de Gaulle effectua sa rentrée politique en prononçant son discours de Bruneval, quelques rumeurs se produisirent dans les milieux parlementaires.

Après son discours de Strasbourg, où le général spécifia qu'il entendait demeurer dans le cadre des lois, les réactions des grands partis se firent désirer. Leurs leaders attendaient pour se prononcer que l'ancien chef du gouvernement provisoire de la République française ait fait connaître le programme, les buts et les méthodes de ce Rassemblement du peuple français qu'il préconisait.

Le ton solennel de cette déclaration du 14 avril résonne quelque peu comme l'appel historique du 18 juin 1940, encore que le climat où elle sera émise apparaisse, à beaucoup, moins tragique et moins périlleux.

La critique des partis « rigides et opposés » qui se partagent tous les pouvoirs, est assez sévère que dans les récents discours du général de Gaulle. Il veut leur substituer l'arbitrage du peuple de France qu'il invite à se joindre à lui dans ce Rassemblement dont il proclame qu'il prend la direction et termine en rappelant que l'union de tous les Français et de toutes les Françaises s'est déjà réalisée hier, pour le salut commun, pour la libération et la victoire de la France.

Il est vraisemblable que d'ici la rentrée parlementaire, à la fin de

ce mois, les partis auront eu l'occasion de faire connaître leur position en face de cet appel. On voit mal, du reste, comment il leur serait possible d'adhérer en bloc ou de repousser massivement les idées émises en avant par le général de Gaulle.

Ce qui n'est pas impossible, c'est que quelques dizaines de députés, appartenant surtout à l'U.D.S.R., aux indépendants, ou au parti radical, ne constituent un groupe décidé à défendre et à propager sur le plan parlementaire le programme du Rassemblement du peuple français.

Si s'agissait d'un inter-groupe, il ne servirait pas impossible que quelques députés M.R.P. ne viennent également s'y inscrire. Ainsi, le but recherché par le général de Gaulle serait obtenu dans le cadre de la légalité, puisqu'il aurait suscité dans le jeu parlementaire un élément nouveau et dévoué à ses conceptions.

## M. JACQUES SOUSTELLE SECRETAIRE GENERAL DU R.P.F.

M. Jacques Soustelle a été désigné comme secrétaire général du « Rassemblement du peuple français ».

## UN COMMUNIQUE DU SECRETARIAT GENERAL DU R.P.F.

Le secrétariat général du Rassemblement du peuple français publie un communiqué annonçant que des secrétariats du Rassemblement du peuple français ont été constitués dans tous les départements.

Il sont chargés, ajoute-t-il, de recevoir les demandes d'adhésions qui doivent servir de base à la formation des groupements départementaux.

Il est encore précisé que les adhésions seront reçues à Paris, 10, rue du Colisée, et 140, rue de Rome.

Ce communiqué est signé : Jacques Soustelle, secrétaire général du Rassemblement du peuple français.

■ PARIS. — A la suite de l'arrestation de trois surveillants du lycée technique de Metz, le 19 avril dernier, l'usage de l'armement, ce lycée dans les milieux scolaires qui est devenu un foyer d'importants quantités d'armes a été découverte chez eux. La police a saisi un stock de fusils et une grande quantité de munitions.

# Informations politiques

## REUNION D'INFORMATION A SAINT-POL-SUR-THEROISE

SAINT-POL-SUR-THEROISE. — A la mairie de Saint-Pol-sur-Therouise s'est tenue une réunion d'information organisée par M. de Récy, député du Pas-de-Calais, avec le concours de M. Baulin-Labrousse, député de Paris de l'U.D.S.R., et de M. Breuil, député radical.

Les orateurs ont exposé les raisons qui militent, selon eux, en faveur d'une révision de la constitution dans la lignée républicaine. Ils ont critiqué la loi électorale et réclamé la disparition du régime. Ils ont, en outre, dénoncé à l'assistanes de répondre à l'appel du général de Gaulle pour le rassemblement du peuple français.

■ PARIS. — Le ministre de l'Air annonce que M. Maroselli, ministre de l'Air, a visité la base aérienne de Matignas où sont installés les unités de la S.N.C.A.S.E. Le ministre s'est particulièrement intéressé à l'hydravion géant de 70 tonnes, le « S.E. 300 ». Il est assis sur un avion pour la première fois et a été accompagné par M. Maroselli, ministre de l'Air, et M. Joubert, ministre de la Marine, qui se rendent en Indochine.

■ TOULON. — M. Costa-Floret, ministre de la Guerre, et M. Jacquinet, ministre de la Marine, vont se rendre en Indochine.

■ L'accompagnement du président de la République jusqu'à Dakar, qui quittera cette ville le 22 avril pour Ségal, Bir, sénégal sont prévus à Agadir et Bizerte.

■ Le ministre de la Marine inspecte en Indochine la flotte et les installations qui en dépendent.

■ M. JULES MOCHE A MARSEILLE

MARSEILLE. — M. Jules Moch est arrivé à Marseille. Il a visité les chantiers actuellement ouverts sur différents points de port et a présidé une conférence à laquelle ont participé plusieurs ingénieurs et techniciens.

■ Dans la matinée, un détachement qui avait nettoyé l'intérieur du pays est rentré après avoir détruit des repaires de rebelles à Tambonony, et obligé les mairies à évacuer le village d'Evato.

■ Dans la province de Fianarantsoa, l'administrateur a visité les populations européennes et indigènes de son district. Il a pu constater partout que le même et la confiance régnaient dans les esprits.

■ Mettant ses administrés au courant des dernières mesures prises, l'administrateur a conclu en affirmant le volontés de la France de poursuivre à Madagascar son œuvre civilisatrice et « de chasser l'impérialisme, mais avec justice, les responsables des événements sanglants des dernières semaines. »

■ M. André Carrel écrit le « Journal » :

« Die ganze Erklärung de Gaulles steht auf demselben Markt. „Schließ dich mir an“, fordert er an. Man muß da nicht so 1920 zurückdenken, wo er schon damals schrecklichen Satz schrieb, daß das ganze Urteil über das Massenparteilichkeit in sich liegt! In wenigen Jahren werden sie sich an meine Hochschule klammern, um das Versteck zu zeigen. »

■ Heute jedoch ist mit den letzten Worten des Volkes die bestirnte Forderung des Wirtschaftskritikers, um die Frankophonie zu unterstützen; er rief Truman und seine Dollars an Hilfe, das alles, um einen neuen, klugen, und Maß gebendsten Volkswirtschaft zu erreichen. »

■ In ganz Frankreich bilden sich spontan Widerstandskomitees, in denen Kommunisten, Sozialisten und Demokraten sich brüderlich zusammenschließen. »

■ Frankreich hat seine Freiheit erkämpft und verteidigt; es will sie auch erhalten. »

# LES REBELLES FONT leur soumission A MADAGASCAR

— Un message provenant de Farafangana annonce la soumission de plusieurs chefs rebelles, notamment celle de 7 chefs des Kibory Zanalava, branche de la tribu des Ialanzoro.

■ Dans la matinée, un détachement qui avait nettoyé l'intérieur du pays est rentré après avoir détruit des repaires de rebelles à Tambonony, et obligé les mairies à évacuer le village d'Evato.

■ Dans la province de Fianarantsoa, l'administrateur a visité les populations européennes et indigènes de son district. Il a pu constater partout que le même et la confiance régnaient dans les esprits.

■ Mettant ses administrés au courant des dernières mesures prises, l'administrateur a conclu en affirmant le volontés de la France de poursuivre à Madagascar son œuvre civilisatrice et « de chasser l'impérialisme, mais avec justice, les responsables des événements sanglants des dernières semaines. »

■ M. André Carrel écrit le « Journal » :

« Die ganze Erklärung de Gaulles steht auf demselben Markt. „Schließ dich mir an“, fordert er an. Man muß da nicht so 1920 zurückdenken, wo er schon damals schrecklichen Satz schrieb, daß das ganze Urteil über das Massenparteilichkeit in sich liegt! In wenigen Jahren werden sie sich an meine Hochschule klammern, um das Versteck zu zeigen. »

■ Heute jedoch ist mit den letzten Worten des Volkes die bestirnte Forderung des Wirtschaftskritikers, um die Frankophonie zu unterstützen; er rief Truman und seine Dollars an Hilfe, das alles, um einen neuen, klugen, und Maß gebendsten Volkswirtschaft zu erreichen. »

■ In ganz Frankreich bilden sich spontan Widerstandskomitees, in denen Kommunisten, Sozialisten und Demokraten sich brüderlich zusammenschließen. »

■ Frankreich hat seine Freiheit erkämpft und verteidigt; es will sie auch erhalten. »

■ M. André Carrel écrit le « Journal » :

« Die ganze Erklärung de Gaulles steht auf demselben Markt. „Schließ dich mir an“, fordert er an. Man muß da nicht so 1920 zurückdenken, wo er schon damals schrecklichen Satz schrieb, daß das ganze Urteil über das Massenparteilichkeit in sich liegt! In wenigen Jahren werden sie sich an meine Hochschule klammern, um das Versteck zu zeigen. »

■ Heute jedoch ist mit den letzten Worten des Volkes die bestirnte Forderung des Wirtschaftskritikers, um die Frankophonie zu unterstützen; er rief Truman und seine Dollars an Hilfe, das alles, um einen neuen, klugen, und Maß gebendsten Volkswirtschaft zu erreichen. »

■ In ganz Frankreich bilden sich spontan Widerstandskomitees, in denen Kommunisten, Sozialisten und Demokraten sich brüderlich zusammenschließen. »

■ Frankreich hat seine Freiheit erkämpft und verteidigt; es will sie auch erhalten. »

■ M. André Carrel écrit le « Journal » :

« Die ganze Erklärung de Gaulles steht auf demselben Markt. „Schließ dich mir an“, fordert er an. Man muß da nicht so 1920 zurückdenken, wo er schon damals schrecklichen Satz schrieb, daß das ganze Urteil über das Massenparteilichkeit in sich liegt! In wenigen Jahren werden sie sich an meine Hochschule klammern, um das Versteck zu zeigen. »

■ Heute jedoch ist mit den letzten Worten des Volkes die bestirnte Forderung des Wirtschaftskritikers, um die Frankophonie zu unterstützen; er rief Truman und seine Dollars an Hilfe, das alles, um einen neuen, klugen, und Maß gebendsten Volkswirtschaft zu erreichen. »

■ In ganz Frankreich bilden sich spontan Widerstandskomitees, in denen Kommunisten, Sozialisten und Demokraten sich brüderlich zusammenschließen. »

■ Frankreich hat seine Freiheit erkämpft und verteidigt; es will sie auch erhalten. »

# Les magasins-témoins

## SUITE DE LA PREMIERE PAGE

— C'est très bien, les magasins-témoins, mais il faudrait qu'ils soient dans les rues où il y a beaucoup de marchands, ainsi on pourrait mieux faire les comparaisons.

Cette réponse est judicieuse et comme nous sommes très près de la fameuse rue Mouffetard où les étalages se touchent, nous y partons à la recherche d'un des fameux magasins. Chemin faisant, nous en découvrons encore un, mais il est dans une petite rue, assez isolé de tous les autres.

Puis voilà la longue rue Mouffetard où les étalages en plein vent se font les uns aux autres.

On s'aperçoit vite que le jeu de la concurrence s'y exerce, avec une certaine habileté, si cher un marchand les prix sont élevés, chez les autres moins chers que chez le voisin, le voisin, lui, pratique sur son précédent une baisse semblable sur les autres. Il est évident aussi que les négociants ont un choix, tant sur la qualité que sur la nature des produits, qui ne peut se trouver dans les limites restreintes d'une boutique.

Mais là, nous cherchons vainement un magasin-témoin!

Quelques questions posées nous en révèlent vite la cause. Et ce n'est pas toujours avec aménité qu'on nous répond. On comprend à bien entendu! — ne sont pas en faveur.

— Non, mais... avec un hochement de tête vous croyez que pour un petit avantage, et qui ne dure pas aussi longtemps que les contributions, nous allons nous mettre à dos nos « collègues »!

Cette réponse, exprimée dans des termes variés par plusieurs, laisse comprendre pourquoi les magasins-témoins sont en général assez isolés, mais pourquoi et des facilités leur sont données pour pratiquer une baisse qui leur laisse un gain honnête, les négociants ne manqueraient pas de s'habituer à y aller et les autres marchands, même s'ils ont l'avantage d'être mieux placés, seront bien obligés de lutter contre eux, en baissant les prix.

L'expérience pourra réussir, peut-être? Il est encore trop tôt pour en juger puisqu'à Paris les magasins-témoins sont nés d'hier.

A. V. P.

# LE 9 MAI

## M. CHURCHILL recevra à Paris la médaille militaire

PARIS. — C'est le 9 mai prochain, à l'occasion du 10ème anniversaire de la capitulation de l'Allemagne, que M. Winston Churchill rendra visite à la capitale française.

L'ancien premier ministre recevra à cette occasion la plus haute distinction militaire des mains d'un sous-officier, comme le règlement l'exige.

En l'occurrence le sous-officier en question ne sera autre que M. Ramadier, qui en sa qualité d'ancien sous-officier du 122ème régiment d'infanterie de Rodex, remettra à M. Churchill la médaille militaire.

# Fernand de Brinon a été fusillé

## SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Dès avant sept heures, les voitures des personnalités qui devaient assister à l'exécution de Fernand de Brinon franchissaient le portail de la prison de Fresnes. Le commandant, qui s'attendait depuis quelques jours à être fusillé, avait passé la nuit à écrire de nombreuses lettres.

C'est avec un très grand calme, disent ses défenseurs, qu'il a accueilli les magistrats venus lui annoncer que son recours en grâce était refusé. Il a fait sa toilette avec grand soin, puis il s'est confessé et a communiqué.

A M. Bizot et M. Campana, ses avocats, il a déclaré :

« J'espère qu'on s'apercevra bientôt que j'étais un bon traître. »

## DECLARATION des demandes d'indemnités relatives aux réquisitions militaires

PARIS. — Les demandes d'indemnités relatives aux réquisitions civiles ou aux réquisitions opérées par les forces armées françaises en Algérie, par les F.F.I., ainsi que les demandes relatives aux dommages et préjudices de toute nature, effectués par les formations armées étrangères devant être formées :

Il Avant le 1er juillet 1947 pour les réquisitions en propriété, préjudices et dommages causés avant le 1er janvier 1947, ainsi que pour les réquisitions d'usage, l'usage avant cette dernière date et les dégâts en résultant.

Il Dans les neuf mois suivant la date de la prise de possession post les réquisitions en propriété effectuées après le 1er janvier 1947 ou de la cessation de la réquisition pour les réquisitions, d'usage levées après cette même date.

Seront d'office postées et définitivement invalidées à la date du 1er janvier 1948, toutes les créances visées aux alinéas précédents qui, sans qu'ayant fait l'objet d'une demande, en vertu de la loi, n'auraient pu, faute de justification suffisante, être liquidées, ordonnées et payées au 31 décembre 1947.

A. V. P.

# A la présidence du Conseil

PARIS. — M. Ramadier, président du Conseil, s'est entretenu longuement avec M. Martin Moutet, ministre de la France d'outre-mer, de la question des travailleurs indochinois en France, qui sont au nombre de 11.000 environ.

Des mesures de police ont été envisagées.

En outre, en raison des difficultés que connaissent actuellement les travailleurs militaires, les conditions dans lesquelles pourraient être rapatriés les militaires, ont été plus particulièrement examinées.

On signale qu'en outre, M. Paul Ramadier a inauguré le centre des Hautes études administratives, à l'ancienne école libre de Sciences politiques, rue des Saules-Pères.



ALTE STUDENTENTRADITIONEN. — In „Ouvrier latin“ begaben sich etwa 50 Studenten mit Bildern gegen zur Ecole des Beaux-Arts (APP)

# Stockholm nouvelle étape DE M. WALLACE

LONDRES. — M. Henry Wallace quitte Londres jeudi matin, pour Stockholm et non pour Paris comme le bruit en avait couru précédemment. Il se rendra également à Oslo et à Copenhague. Il est maintenant certain que M. Wallace ne rencontrera pas les membres du cabinet britannique avant son départ. Dans les milieux bien informés, on affirme cependant que l'ancien ministre américain aurait eu des entretiens de caractère privé avec certains ministres travaillistes à la fin de la semaine dernière. La presse américaine est toujours déchaînée contre M. Wallace et certains milieux politiques auraient exprimé le désir que le président Truman réponde aux discours qu'il prononce en Europe.

# L'Irak et la Transjordanie signent un traité d'alliance militaire

BAGDAD. — Un nouveau traité d'alliance militaire, valable pour le temps de paix comme pour le temps de guerre, vient d'être signé entre l'Irak et la Transjordanie. Soucieuses de ne pas éveiller la méfiance, les deux parties contractantes insistent sur le fait que leur alliance est en accord avec les principes de la Charte des Nations unies, et entre dans le cadre de la Ligue arabe. C'est dans ce dernier point que réside l'importance du traité. Il constitue, en effet, un point de départ pour le regroupement effectif des Etats arabes, déjà réalisé sur un plan un peu théorique par la Ligue du Caïre. C'est le premier point que marque le roi Abdoullah de Transjordanie dans la réalisation de son projet de Grande Syrie.

# Incidents à bord d'un navire d'immigrés juifs arraisonné par les Anglais

JERUSALEM. — Le navire « Théodore Herzl » qui transportait 2.400 immigrés juifs a été le théâtre d'incidents sanglants au moment où un détachement de la marine britannique est monté à son bord pour l'arraisonner. Selon le récit fait par des immigrants, deux marins britanniques auraient été tués alors qu'ils s'apprêtaient à monter sur la passerelle de commandement. Les destroyers d'accompagnement ont alors lancé des bombes lacrymogènes et ont ouvert le feu avec des armes automatiques. Les immigrants n'ont pu être maîtrisés qu'au bout de trois heures. 20 d'entre eux ont dû être hospitalisés. Cette réunion de la Ligue aura probablement lieu à Damas au cours de cette semaine. Son but sera de déterminer l'attitude commune qu'adopteront les Arabes à Lake-Success.

# La situation militaire AU PARAGUAY

On mande de Rio de Janeiro. Le quartier général révolutionnaire paraguayen de Juan Pedro Caballero publie un communiqué annonçant une « brillante » victoire des troupes révolutionnaires, qui auraient expulsé l'ennemi des abords de la rivière de Pirapetã, dans la région de Foz de Iguazú. Ce communiqué ajoute que les troupes gouvernementales se sont retirées en laissant de nombreux morts et blessés sur le champ de bataille. Selon un journal de Rio de Janeiro, le « Tribuna Popular », le colonel Donald Pirker, chef de la mission militaire américaine dans la capitale paraguayenne étudie un plan d'opérations contre les rebelles. Le journal accuse même ce dernier de remplir les fonctions de commandant en chef des troupes gouvernementales; il s'élève violemment contre « l'immixtion des U.S.A. dans les affaires intérieures du Paraguay ».

# CONFERENCE des gouverneurs DES PROVINCES A DELHI

DELHI. — Lord Mountbatten, vice-roi des Indes, a décidé la réunion d'une conférence des gouverneurs de provinces à Delhi. Les délibérations porteront sur la question du passage du pouvoir entre les mains des Indiens en juin 1948. Elles dureront 48 heures. UN MILLION DE GREVISTES NEW-DELHI. — Près d'un million d'ouvriers des aciéries de l'Etat indien font grève pour protester contre les économistes et les licenciements envisagés par le gouvernement.

# Exil pour quatre brigadiers généraux portugais

LISBONNE. — A la suite du récent soulèvement militaire, réprimé dans sa naissance, le gouvernement portugais a pris de sévères mesures à l'encontre des républicains. Quatre brigadiers généraux ont été embarqués à Lisbonne à destination des colonies, où ils seront assignés à de nouvelles postes en compagnie de certains autres déportés politiques.

# Des sous-marins atomiques ?

NEW-LONDON (Connecticut). — Le contre-amiral John Wilkes qui commande la Flotte sous-marine de l'Atlantique, a prôné la réalisation de sous-marins à moteurs atomiques rapides d'action des centaines de miles. Wilkes a déclaré que l'énergie nucléaire fournirait la force motrice nécessaire à résoudre les problèmes de l'échappement des sous-marins et à l'économie des carburants. Il a également parlé d'un nouveau type de sous-marin transporteur de troupes. Les perfectionnements de radar et des projectiles anti-aériens ont restreint l'utilité des navires et des avions destinés à ce service, mais les appareils de détecteurs sonars ne sont pas parvenus à pérorer profondément sous les eaux. « Notre avenir est sous l'eau », a conclu l'amiral.

# Prochaine inauguration du Conseil économique pour l'Europe

C'est le 2 mai que la première session de la Commission économique pour l'Europe s'ouvrira à Genève, en application des décisions prises par le Conseil économique et social des Nations unies.

# Prochaines négociations russo-américaines pour le règlement du prêt-bail

MOSCOU. — Les gouvernements des Etats-Unis et de l'Union Soviétique viennent de se mettre d'accord pour ouvrir les négociations en vue de régler l'accord prêt-bail. On se souvient que l'U.R.S.S. a manifesté des réserves sur ses suggestions qui lui furent faites à plusieurs reprises, par les Etats-Unis à ce sujet. Un porte-parole du département d'Etat a déclaré que les deux pays négocieront dès le retour de l'ambassadeur soviétique à Washington, un règlement global des libérations effectuées par les Etats-Unis à l'U.R.S.S. pendant la guerre. Celles-ci s'élevaient à la somme de onze milliards de dollars.

# Un cargo norvégien fait naufrage dans l'Atlantique

NEW-YORK. — Le cargo norvégien, « Bel Pamela », a fait naufrage. Parti de New-York, il se dirigeait vers Cherbourg. 68 membres de l'équipage ont été recueillis par les cargos américains. Il y a 9 disparus. Le « Bel Pamela » jaugeait 4.000 tonnes et transportait 17 locomotives et 17 tenders destinés à la S.N.C.F. Il en était à son septième voyage entre la France et les Etats-Unis. On suppose que le naufrage a été provoqué par le démontage des locomotives sous l'effet de la tempête.

# Don Juan réaffirme ses intentions

LONDRES. — Au cours d'une interview exclusive accordée au correspondant de l'« Observer », le prétendant au trône d'Espagne don Juan lève les derniers doutes qui pourraient subsister sur les objectifs politiques poursuivis par la monarchie espagnole.

Il déclare nettement qu'il acceptera seulement un transfert sans conditions de l'autorité par le général Franco. Le prétendant s'engage à régner comme souverain constitutionnel et promet la restauration de leurs droits à tous ceux qui furent injustement privés de leurs droits. Don Juan s'engage, en outre, à poursuivre une politique de conciliation intérieure, de tolérance religieuse, d'égalité devant la loi et à introduire une décentralisation régionale, sans toutefois admettre la séparation. Avant de répondre aux diverses questions du correspondant, don Juan a fait observer qu'il ne cherchait et n'accepterait jamais la position d'un monarque absolu ou d'un dictateur et qu'il lui était par conséquent impossible de décrire en détail la structure du futur Etat monarchique d'Espagne, écarté de la vie publique.

# Comment fut créée, il y a 100 ans L'ECOLE FRANÇAISE D'ATHENES

Si la mode est toujours à la célébration des centennaires, l'habitude se généralise de les consacrer à des faits approximatifs, soit que les événements de guerre ou leurs conséquences justifient un retard de plusieurs mois, et même de quelques années, comme ce fut le cas pour Newton; soit que le sort de certaines commémorations, au contraire, avance les célébrations, ainsi qu'il va pour le physicien français Charles. La création de l'Ecole française d'Athènes remonte le 11 septembre 1900. Elle a été ajournée pour diverses raisons et l'on va débiter au sujet de l'éducation nationale de Paris, le programme des études qui rappelleront en France et en Grèce ces événements de grande portée. On a peine à imaginer, en songeant au prestige de cette Maison et à ses brillants faits de service, que son début eût été modestes, et qu'elle fut due à une initiative beaucoup plus politique que scientifique. Les noms de savants illustres, comme Emile Burnouf, Ernest Renan, Paul de Coussages, Edouard Gauthier, Paul de Jaubert, Albert Dumont, Vidal de la Blache, Théophile Homolle, Salomon Reinach, Charles Diehl et Victor Bérard, prêtèrent leur plus célèbre qu'ils allaient, semblait-il inscrire en leur nom une telle occupation, étant que les résultats de ses travaux dans le domaine de l'archéologie, de l'épigraphie, de la linguistique, de l'histoire et de l'art.

Pourquoi il est vrai que cet établissement, créé spécialement aux recherches archéologiques, n'a pas été limité à l'Institut de correspondance archéologique fondé à Rome en 1828, par Bunsen, Gerhard et Schlegel, avec le doc de Lysons et le doc de Blacas, et qu'il n'a été créé qu'avec le temps, ce projet d'Académie ou d'Ecole d'Athènes, qui avait été formé sous le premier Empire par Jacques Guillaume Lagrange, et nommé au comte de Choiseul-Gouffier. La création a été la conséquence directe de l'intervention de la France dans la lutte générale de l'indépendance grecque, et l'un de ses plus éminents directeurs, Théophile Homolle, a pu dire : « Nous devons l'existence à deux révolutions : la révolution grecque et la révolution française ». La création de l'Ecole française d'Athènes est le résultat de la reconnaissance de la supériorité de la culture grecque, et de son enthousiasme, que la cause grecque, était celle d'une race qui a légué à la civilisation l'Europe, et que l'Europe se devait de reconnaître, mais la civilisation. La France se trouvait naturellement à la tête de ce mouvement d'opinion, et dans la situation française, se manifestait une sympathie de sympathie à l'égard du gouvernement hellénique, qui se traduisait par des envois de cartes de salutation de l'Institut, par des souscriptions de ministres de l'Instruction publique, et par une souscription officielle de la Bibliothèque d'Athènes aux bibliothèques publiques françaises pour des dons de livres. Cette bienveillance allait prendre une forme plus significative. Saint-Beuve, à l'âge croisé, avait en la première idée de cette Académie de France à Athènes, estimant qu'il serait avantageux pour les hellénistes de se mettre en rapport avec le vrai courant de la langue, réelle en partie vivante. Le grand philologue belge Corail pensait lui aussi, de même, au même moment, et il avait proposé d'instituer pour l'étude de l'art moderne une Ecole française. Quant qu'il en soit, si l'idée humanitaire et philhellénique prévalait chez certains, d'autres passaient qu'un préliminaire à l'Académie n'était pas moins nécessaire à l'éducation des peintres et des architectes qu'un séjour en Grèce, et d'autres acceptaient la pensée tirée par le haut professeur de la connaissance directe et immédiate de l'antiquité. Théophile Homolle, genre du général Fay, le grand orateur libéral, et lui-même ancien combattant de la guerre de l'indépendance grecque, engagea l'affaire à Paris, en 1841, dans des conversations avec Jean Collet, ministre de Grèce. Nommé à son tour ministre plénipotentiaire à Athènes, cet homme éduqué, vaillant, réaliste, fut le meilleur ouvrier d'une telle qu'il était par strictement la science. Il avait un grand crédit sur le ministre de l'Instruction publique, Salvandy, et il profita de son voyage en Grèce de son de Monpoussin, pour se faire un nouvel

allié dans les conseils du roi Louis-Philippe. La prémisses, à ce moment, à Athènes, de pensionnaires de la ville Médicis offre un exemple : on donnait un corps libéral à la création artistique de Collet, l'Académie de France à Rome. Les rivalités des grandes puissances en Grèce hâtèrent la solution. Le 11 septembre 1846, Louis-Philippe signa, à Neuilly, l'ordonnance de création de l'Ecole française d'Athènes : « Ecole de perfectionnement pour l'étude de la langue, de l'histoire et des antiquités grecques ». Elle relevait des ministères de l'Instruction publique et de l'Académie de France à Rome. Elle relevait les mêmes pour les élèves de l'Ecole normale supérieure, agrégés des classes d'humanités, d'histoire ou de philosophie. Elle dépendait à la fois du ministre de l'Instruction publique et du ministre de France en Grèce. La grande pensée de l'institution était la rééducation de la Grèce par des éducateurs français. Elle devait être un centre d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, avec cours publics et gratuits de langue et de littérature française et latine. Créée dans une intention pédagogique, elle commença comme un collège, et se orienta vers la recherche scientifique que plus tard. Ce sont les feuilles de Beulé, sur l'Acropole, en 1852-1853, qui ouvrirent les possibilités d'une transformation de l'Ecole en Institut, ce qu'elle devait à partir de 1873, avec un décret propre à cela, selon ses modestes origines et son but profane. Robert LAUREN

# Das Ausland schreibt:

DIE STIMME AMERIKAS  
Der berühmte sowjetische Schriftsteller Ilya Ehrenburg veröffentlicht in der Zeitung für Leben und Kultur unter dem Titel „Die Stimme Amerikas“ einen Artikel über die amerikanischen Bauernkämpfe.  
„Diese Bauernkämpfe in russischer Sprache begannen im letzten Februar, und der amerikanische Bauernkrieg in Moskau drückt bei dieser Gelegenheit die Hoffnung aus, daß sie zur Förderung des sowjetischen Sozialismus und der Freundschaft zwischen den Völkern der Sowjet-Union und Frankreichs beitragen würden.  
Ich bin der Meinung, daß dies notwendig ist, aber leider sind die Bauern der Stimme Amerikas zu sehr beschränkt, wie die schlechte Idee der amerikanischen Zeitungen, ihre Urheber vergessen, daß der sowjetische Herr nicht irgend ein Junge vom Broadway ist, das jede sensationelle Nachricht glaubt.  
Die amerikanischen Bauern sind, wie bekannt, von verschiedenen Firmen subventioniert, deren Bekanntheitsgrad durch die amerikanischen oder sonstigen Darstellungen folgte. Jedoch sind die Bauern in russischer Sprache keine Reklamationen und auch nicht durch Handhabung subventioniert. Die Stimme Amerikas soll zur Verbreitung der sowjetischen Propaganda dienen, die amerikanischen Bauern beitragen, so daß sie also das Lob der amerikanischen Propaganda stieg, von der sie behauptet, daß sie allen Bürgern ohne Unterschied der Rasse das gleiche Recht zugestehen.  
Die Stimme aus Amerika versteht nicht, daß in den Vereinigten Staaten die Parteilichkeit besteht. Denn ist es wahrscheinlich, um diese Freiheit recht in Erscheinung treten zu lassen, daß sie regelmäßig über die Verteilung der Kommunisten berichtet. Zugespitzt, es handelt sich hierbei um ein rein amerikanisches Problem: Ich möchte auch nur bemerken, daß die Stimme Amerikas auf diese Weise selbst die Art und Weise, selbst, wie man in den Vereinigten Staaten den Begriff von Meinungs- und Parteilichkeit versteht. Man kann sich leicht denken, daß die Bauern sich nicht nur gegen die Kommunisten wenden, sondern auch gegen diejenigen, welche die ihre Wegweiser nennen, gegen alle fortschrittlichen Elemente Amerikas.“

# GROSSBRITANNIEN

DAS RUSSISCHE VOLK UND DIE REPARATIONEN  
Die große englische Wochenschrift Economist stellt Betrachtungen über die geistige Einstellung der russischen Volkstümmer gegenüber den heutigen Reparationsen an. Das Wort erinnert an die Entschädigung des russischen Volkes, das gefordert wurde, daß ihm seine Opfer des Vertrauens seiner Regierung und der Alliierten erwidern würden und folgt hinzu:  
„Der Oberste Sowjet hat vor kurzem eine Reihe von Gesetzen angenommen, die dem Bürger der Sowjetunion einen relativen Schutz gegen die alten völkischen ausgeübten Staatsgewalt bieten sollen. Wie werden in Kürze sehen, ob diese Gesetze auch ausgeführt werden.  
Es ist kein neues Dilemma, vor dem die Gewählten der Sowjetunion stehen. Kann eine Antikräfte einen gewissen Grad von Liberalismus erlangen? Auf jeden Fall sind die russische Regierung zu versuchen, versuchen, daß sie nicht die staatliche Verantwortung an der heutigen Lage übernehme werden kann, besonders nicht die für das wirtschaftliche Elend, das durch eine große Trockenheit noch verschärft wird. Gegen solche Fälle können Gewalt kann die beste Regierung der Welt nichts ausrichten; das heißt sich die sowjetische Regierung hervorzuheben.  
Es dieses ersten Argument kommt ein zweites hinzu. Es handelt sich um die sogenannte „Verschwörung der westlichen Staaten gegen das sowjetische Widerstand“, unter dieser Überschrift werden dem russischen Volk die Anschuldigungen der Moskauer Konvention bekanntgegeben.  
Es war, wahrscheinlich von sowjetischen Gesichtspunkten aus, ein merkwürdiger Tag, das Sowjetparlament am letzten Oktober für eine einstündige Abwertung der Besprechungen bisserlich. Jeder andere auch so ernste Streitfall, wie z. B. die künftige politische Form Deutschlands, hätte das russische Volk nicht gestört, während Herr Molotov heute an die Unverletzbarkeit aller Russen rechnen kann, wenn er versucht, bei dem Problem der Reparationen den Herren Berthel und Marshall seine Willen aufzuzwingen.“  
Nachdem er die Gründe untersucht hat, die es dem Mangel von der Straße in Sowjetland notwendig machen, das Verbot des Opfers der Russen, und dass der westlichen Mächte bestehende Mittel dazu zu begrenzen, schließt Economist:  
„Oh hat man schon gesagt, daß die russische Dilemma, alle Sowjetische verstehen, die sich die russische Volk durch seine Handlungen während des Krieges gewonnen hat. Das ist wider vor allem wahr; andererseits wird man auch verstehen, daß zur Zeit das russische Volk vor sich steht, wo Herr Berthel und Herr Marshall im Begriff sind, ihre früheren großen Kredit stellen zu verlieren.“



Prinzessin Juliana, von der Niederlande vertrieben mit ihrem Gemahl und ihren Kindern einen Ferienaufenthalt in der Schweiz. Unsere Aufnahme zeigt die Prinzessin mit ihrer Tochter Beatrix. (APP)

# Les mineurs du Yorkshire REPRENENT LE TRAVAIL

LONDRES. — Les mineurs du Yorkshire qui étaient déclarés en grève non officielle, depuis jeudi dernier, ont repris le travail. De plus, on annonce de Londres que les dockers de la capitale qui avaient menacé de se mettre en grève par solidarité envers leurs camarades de Glasgow, sont revenus sur leur décision. Après deux heures de discussions, ils ont accepté d'entamer de nouvelles négociations pour régler ce différend à l'amiable.

# Au pays du soleil levant le shintoïsme est banni

TOKIO. — La commission inter-alliée pour l'Extrême-Orient vient de publier le texte d'une décision qui prévoit une réforme profonde et totale de l'enseignement au Japon. Le haut commandement interdit notamment l'enseignement de la religion shinto et banni des programmes scolaires les jeux militaires. En outre, les professeurs aux tendances impérialistes et militaristes seront licenciés.

Wahlen in Persien

(Fortsetzung von Seite 1)

Wahlkampf nicht aktionsfähig war und ihren Kredit stabierte. Die kommunistische Beeinflussung „Tudeh-Partei“, die als „vom Ausland beeinflusst“ gilt und infolge der fest verankerten Hierarchie des Landes nur mühsam Boden gewinnt, gab die Rennen auf und boykottierte die Wahlen.

Während in den Südprowinsen, wo sich die Stammesführer mit der Regierung noch nicht einigen konnten, die Wahlen noch verschoben wurden, fanden sie interessanterweise in Aserbeidschan statt, obwohl gerade hier die Aufstands- und Autonomie-Bewegung unter Führung der „Tudeh-Partei“ vor einigen Monaten noch sehr mächtig zu sein schien. Man erkennt daran, daß die Mäherungsaktionen hier sehr gründlich durchgeführt worden sind. Dabei war vor allem auch der religiöse Gesichtspunkt in die Waagschale geworfen worden. Es waren Armeener und Chaldäer, die als christliche Minderheit schon immer der Feindschaft der mohammedanischen Umgebung ausgesetzt waren, verfolgt worden. Auch die Sprachautonomie wurde abgelehnt. Türkische Schulbücher wurden öffentlich verbrannt. Die Mehrzahl der Besessenen wurde durch neue Männer aus Teheran ersetzt. Alles war getan worden, um den Gedanken des einheitlichen Nationalstaates auf Aserbeidschan auszuwirken und Autonomie- oder gar Unabhängigkeitsbestrebungen zu ersticken. Auch in Aserbeidschan spielt die „Tudeh-Partei“ sichtbar keine führende Rolle mehr, und die Partei Ghavam es Sultans kann nun auch hier mit einer Mehrheit rechnen.

Es wird noch einige Zeit dauern, bis auch in den restlichen Provinzen die Wahlen durchgeführt werden können. Verhandlungen mit den Stammesoberhäuptern sind schon im Gange, und es steht zu erwarten, daß man sich hier im Sinne des Ministerpräsidenten handeltun wird. Dann aber erhebt sich die interessante Frage, wie die Regierung die wichtigen schwebenden Fragen der Außenpolitik mittels der neuen Parliamente lösen wird. Zunächst ist der Vertrag mit der Sowjetunion über die Oelkonzessionen in Aserbeidschan zu ratifizieren, eine Aufgabe, die, wie gesagt, nun schon seit einem halben Jahr fällig ist. Ferner erhofft der Iran die Anerkennung der Kriegsverbrechen und die Begleitung der Kriegstransporte. Und schließlich wird eine Anleihe zum industriellen Aufbau des Landes von der Internationalen Bank angefordert. Die Durchführung der Wahlen kann die Sympathien und das Vertrauen des Auslandes kaum vermehrt haben. Außerdem aber ist die „Demokratische Partei“ nicht die feste Stütze der Berührung anzusehen. Denn was während des Wahlkampfes auf Grund von Verhandlungen und Interessensangleichung an demokratischen Abordnungen nun zusammenkommt, ist doch keine partiellistische Einheit, sondern sind Interessensvertreter, denen Parteidisziplin kein gültiger Begriff ist.

Unangeforderte Manuskripte werden nicht zurückgewandt.

Die Moskauer Konferenz

(Fortsetzung von Seite 1)

Bevin und Bidault geben ihr Einverständnis bekannt. In diesem Punkt wäre also keine Schwierigkeit zur Verständigung vorzuzusetzen, wenn Molotow nicht ein Gegenprojekt vorgelegt hätte, das sich vom amerikanischen Text stark unterscheidet und viel weiter geht. Die Sowjetunion fordert vor allem, daß die Ruhr unter einer Viermächte-Kontrolle gestellt wird. Zweitens wird die der Seite des Anstößes sein. Außerdem fordert die Sowjetunion verschiedene Maßnahmen zur Liquidierung der Kartelle, zur Unterdrückung des Nazismus, zur Errichtung eines demokratischen Regimes und zur Verwirklichung der Bodenreform.

Während der amerikanische Text sich ausschließlich mit dem militärischen Aspekt des deutschen Problems befaßt, beruht die Sowjetunion auf dem Molotow-Planne offenbar ein allgemeines Abkommen, dessen Abschluß in weiter Ferne liegt.

Es fragt sich also, ob General Marshall die Sympathie der beiden Texte nun noch für möglich hält. Übrigens war Molotow nicht der einzige, der Vorbehalte vorbrachte. In diesem Punkt unterscheiden sich die französischen Ansichten kaum von denen der Sowjetunion, wenn auch Frankreich eine beschränkte Kontrolle verlangt hat, und wenn auch die Sowjetunion sich der politischen Abtrennung der Ruhr von Deutschland und der Teilnahme der kleinen Mächte wie Belgien und Holland an der Kontrolle widersetzt.

„Aber Frankreich“, so erinnerte Bidault, „hat schon mehrmals sein grundsätzliches Einverständnis mit dem von der USA-Regierung vor einem Jahr gemachten Vorschlag bekundet.“ Das gleiche Mißverständnis der Sowjetunion nicht sagen.

Das amerikanische Projekt

Das Vertragsprojekt zur Entlastung und Entmilitarisierung Deutschlands, das Byrnes am 30. April 1946 dem Viererrat in Paris vorlegte und das nun General Marshall erneut präsentierte, enthält vor allem die folgenden Bestimmungen:

1. Alle deutschen Streitkräfte und militärischen Formationen werden vollkommen entwaffnet, demobilisiert und aufgelöst. Die Herstellung, Produktion oder Einfuhr von Kriegsmaterial nach Deutschland werden verboten.
2. Die vier Mächte schaffen ein Viermächte-Inspektionssystem, das nach der Besetzung Deutschlands durch die Alliierten in Kraft treten wird.
3. Die vier Mächte verpflichten sich, Deutschland zu veranlassen, die Artikel 1 und 2 ausdrücklich anzunehmen, eine Hauptbedingung für die Be-

UNO

Programme für Nachrichten - Übermittlung

PARIS, 15. April. — Die UNESCO beschloß ein Jahresprogramm, das die Bereitstellung der Zensur und aller Hindernisse einer freien Nachrichtenübermittlung und eines freien Gedankenaustausches zwischen allen Staaten vorsieht. Im einzelnen enthält das Programm den Vorschlag, daß die UNESCO an allen internationalen Konferenzen teilnimmt, um eine freie Verbreitung von Informationen sicherzustellen. Ferner wird die Bildung eines Ausschusses geplant, der die Errichtung eines weltumfassenden Rundfunknetzes vorbereiten soll. Der internationale Austausch von Filmen, Rundfunkaufnahmen und Veröffentlichungen, die mit der UNESCO im Zusammenhang stehen, soll unterstützt werden.

Das gleiche Mißverständnis der Sowjetunion nicht sagen.

„Aber Frankreich“, so erinnerte Bidault, „hat schon mehrmals sein grundsätzliches Einverständnis mit dem von der USA-Regierung vor einem Jahr gemachten Vorschlag bekundet.“ Das gleiche Mißverständnis der Sowjetunion nicht sagen.

Das amerikanische Projekt

Das Vertragsprojekt zur Entlastung und Entmilitarisierung Deutschlands, das Byrnes am 30. April 1946 dem Viererrat in Paris vorlegte und das nun General Marshall erneut präsentierte, enthält vor allem die folgenden Bestimmungen:

1. Alle deutschen Streitkräfte und militärischen Formationen werden vollkommen entwaffnet, demobilisiert und aufgelöst. Die Herstellung, Produktion oder Einfuhr von Kriegsmaterial nach Deutschland werden verboten.
2. Die vier Mächte schaffen ein Viermächte-Inspektionssystem, das nach der Besetzung Deutschlands durch die Alliierten in Kraft treten wird.
3. Die vier Mächte verpflichten sich, Deutschland zu veranlassen, die Artikel 1 und 2 ausdrücklich anzunehmen, eine Hauptbedingung für die Be-

Ungarn

Fortsetzung der Rückführung der Banater Schwaben

BUDAPEST, 15. April. — Die ungarischen Behörden ziehen zur Zeit die Banater Schwaben in Lagern zusammen, um ihren Abtransport nach Deutschland, der wegen der Kälte eingestellt worden war, fortzusetzen. Der Grundbesitz der Banater Schwaben wird zur Anmietung der aus der Tschchoslowakei ausgewiesenen Ungarn benutzt werden.

Irak

Fransjordanisch-irakische Freundschafts- und Bündnispakt unterzeichnet

BAGDAD, 15. April. — Zwischen Irak und Transjordanien wurde ein Freundschafts- und Bündnispakt unterzeichnet, der die volle Zusammenarbeit der beiden Länder im Krieg und Frieden und Handelsaustausch vorsieht. Ein Sprecher erklärte, der neue Pakt werde in die Charta der arabischen Liga eingetragt und einen Eckstein im Gebäude der arabischen Einheit bilden.

Großbritannien

Eine „Liberaler Internationaler“

OXFORD, 15. April. — Auf einer öffentlichen Sitzung der internationalen Konferenz, an der Delegierte aus 19 Staaten teilnahmen, wurde die Verfassung einer „Liberaler Internationaler“ beschlossen. Das Ziel der neuen liberalen Weltorganisation ist, die allgemeine Anerkennung des Liberalismus in der ganzen Welt durchzusetzen und eine freie Gesellschaft auf der Grundlage von Freiheit und persönlicher Verantwortung zu fördern. Sitz der Organisation ist London. U. a. fördert die Organisation Freiheit der Rede und der Presse, das private Eigentum, das Recht des individuellen Unternehmers, die Sicherung bei Krankheit, Arbeitslosigkeit, Invalidität, Alter und Gleichstellung von Männern und Frauen. Diese Rechte sollen durch Demokratie gesichert werden. Jede Unterdrückung wird abgelehnt, gleich ob sie durch Staatsgewalt, Staatskontrolle oder durch private Monopol, Kartelle und Trust ausgeübt wird.

Iran

Gewerkschaften verhaftet

TEHERAN, 15. April. Der Generalsekretär des zentralen Komitees der iranischen Gewerkschaftenverbände, Reza Rosta, ist verhaftet worden. Reza Rosta hatte trotz des Verbotes der iranischen Regierung eine Delegation des Weltgewerkschaftsbundes nach Persien eingeladen, um zu untersuchen, ob das Gewerkschaften in Iran von der Regierung unterdrückt wird. Diese Delegation war Mitte März in Teheran eingetroffen.

China

China will einladende Macht sein

NANKING, 15. April. — Der chinesische Außenminister Wang Chi erklärte, China werde verlangen, bei der Einberufung einer Friedenskonferenz für Deutschland und Österreich als „einladende Macht“ aufzutreten. Der Außenminister der drei Westmächte hätten dem chinesischen Wunsch bereits geantwortet, während Molotow sich ablehnend verhielt.

Verenigte Staaten

Henry Wallace

„Jahrhundert umstritten“?

WASHINGTON, 15. April. — Der „Anschuld des Repräsentantenhauses für Untersuchung anti-amerikanischer Bestrebungen“ befragt in geschlossener Sitzung die Frage, ob Henry Wallace wegen seiner in Europa gehaltenen Reden und wegen seiner Angriffe auf die amerikanische Außenpolitik vor diesem Ausschuss zitieren werden soll. Sollten die Äußerungen des früheren Handelsministers, so erklärte der republikanische Abgeordnete Mundt, der Mehrheit des Ausschusses als „Jahrhundert umstritten“ erachtet, so werde er nach seiner Rückkehr aus Europa vor den Ausschuss zitieren werden. Senator Steward erklärte, Wallace sollte öffentlich aus der demokratischen Partei ausgeschlossen werden.

Heiraten

SCHWEIZER BÜRGER, 40 Jahre, Automechaniker, gute Erbh., ev., wünscht mit guten Fr. 35-40jähr., ev., nicht Kind nicht ausgeschlossen, in Verbindung zu treten, um ein glückl. Heim zu gründen. Zuschr. an: Bild und Nr. 96 Agency HAVAS, Konstanz, Marktstraße 4.

SÜDBÄUER, 37 Jahre, kath., 172 groß, mit Aussteuer und Vermögen, sucht Verbindung mit Geschäftsmann zwecks Ehe. Anschriften: C1 beauftragt Frau Berta Müller, Bismarckstr. Konstanz, Altmannsdorferstr. 97.

FEIN JOURNALIST, 36 J., 1. 2. Inhaber eines Kunstgewerbes, ev., blond, sucht Lebenspartnerin, in einer Dame bis 28 J., möglichst aus Zeitung, Verlags- od. Druckereiwesen, Einzelvertr. erwünscht. Vorkonzepte aber nicht einbringend, da eigenes Bureau, vech. Vertriebsverhältnisse, ant. S. E. 3543 befrist. WEPRA, Werbeges., Frankfurt a. M., Stiftstraße 2.

FEINDRAT in Schwabeggheim sucht schickende Schwabeggheim, a. d. Rhein. Sie ist kath., 372, eine mittelgroße, da eigene Bureau, vech. Vertriebsverhältnisse, ant. S. E. 3543 befrist. WEPRA, Werbeges., Frankfurt a. M., Stiftstraße 2.

ALLEINSTEHENDE erfahrene Tischmeisterin sucht Tischdienst zu polieren oder zu kochen. Angebote an: Nr. 1479 an K.P., Am-Exp., Hannover, Detterstraße 73.

GROSSHANDLUNG sucht ständig Neuzugabe und Lieferantenerfüllung, auch für ausländische Gewerke etc. OIL, ant. Nr. 24 003 HAVAS, Konstanz, B. Kanalstraße 3.

BUCHERTAUASCHE. Bitte Sachverhalte, ant. Ausgabe 1941. Sucht Span. Leasing Sissy-Gewinn. Taschenrechner 1941. Angebot an Gerhard Bunn, (18) Wiesbaden, Linienstr. 1.

HANDMODELLIERTE Puppen- u. Kasparpuppe, Kasparpuppe, Trachten- und Babygruppen gegen Materiallieferung. Anfragen an: L. L. 100 an Am-Exp. Stockart, Heilsberg, Bergstr. 133.

BEIEMERKENDAMERER aus allen Zonen u. d. Ausland geben bitte Ihre Anschrift zwecks Aufstellung einer Tauschliste ant. Nr. 941 a. d. Werbeleitmann St. Wendelhafer bekannt.

HANDSCHRIFTLEITUNG, wissenschaftliche von Geschichtswissenschaftler Sigurd Müller, Dilligau/Saar, Beethovenstraße 34, Korngarten, sprachl. Berufstätigkeit RM. 10.—, auswärts, Charkowstr. 20.—, „Paß sie zu dem“ durch Vergleichsphotos RM. 30.—. Fortschrittlich 15 Zeilen Handschrift. Alter und Beruf. Vorkonzepte auf Postcheckkonto Saarbrücken 4363.

Vertretungen

SUCHE ausländische, zur selben Firma zwecks Einkauf in Deutschland zu vertreten. Seit über 20 Jahren in der gesamten Industrie tätig. (Eigenes Büro, FKW u. Telefon, Korrespondenz in Englisch, Französisch u. Spanisch) Angebote ant. A. B. 1355 an Am-Exp. Banz, Stuttgart-Delegiert.

EINE SEIT ÜBER 30 JAHREN bestehende und in ganz Deutschland eingeführte Absatzorganisation mit Einkaufsführer für Warenhäuser (sämtliche Warengruppen), Handelsvertretungen für Waren aller Art, Bekleidungsvermittlung für die Damen, ledig. u. knem. Fabrikanten u. Großhandel in dieser Branche, techn. Abwicklung d. Industriehandels u. Kleinhandels u. Baumaterialienhandlung sucht Danne-Vertriebsstellen namhafter Fabrikanten (Büro u. 12 Angestellte, Lager, FKW u. Tel., vorkonzepte) Angebot ant. A. B. 1356 an Am-Exp. Banz, Stuttgart-Delegiert.

Lesen Sie jeden Dienstag unsere Sportberichte

„Nouvelles de France“ Nummer 70

ZWEITER TEIL

DIE VERBRECHEN

X

DER GEIST

(Fortsitzung)

Stephen ließ sich führen.

„Mit wem habe ich die Ehre?“ fragte er nach einer Weile.

„Die ganze Ehre ist für mich!“ antwortete der Unbekannte, indem er in ein jubelndes Lachen ausbrach. „So, da sind wir. Treten Sie ein, mein Priester.“

Sie waren in einer kleinen, fast verlassen Kneipe in der Straße St. André-de-Arte. Drei Gäste spielten Karten und zwei andere, die sich über den Schanztisch legten, plauderten zusammen. Hinter seinem Ausschank verschwand, reinigte der Wirt mit schlaftrüben Bewegungen seine Gläser. Ein Gasthahn vorbereitete ein beschriebenes Licht über die Tische von grauem Marmor, und um die frühzeitige Kühle zu besorgen, warf ein gutseiner Ofen, der rot wie Kiraschen glühte, eine Hochflamme zusammen mit Kohlenmassen aus.

Der Mann hieß Stephen neben sich auf die Bank setzen, die mit einem Wachsstock überzogen war.

„Was trinken Sie?“ sagte er. „Ich nehme keinen.“ Sie müssen etwas Besessenes haben. Eine kleine Mischung. Das wird Sie aufheben.“

Der Wirt bediente sie langsam.

Während dieser Zeit beobachtete Stephen in Nöten und mit Angst seinen Despoten. Der hatte mit einer Bewegung des Kopfes seine Kapuze zurückgeworfen, und sein Kopf erschien nun, mit einer Mütze be-

deckt, die wenig vertrauenswürdig war. Ein Halsband von zartem Farbe stand nur zu gut zu ihr. Sein Bart war verwildert. Er hielt die Hände in den Taschen und spuckte das Ende seiner Zigarette weit von sich. Dann wandte er sich zu seinem Schmerzenskind und betrachtete es auf eine belustigte und bestechende Weise, mit herrlichem Aug, mit grausamen und durchdringendem Aug.

Stephen bestand nur noch aus Angst und Fluchtgedanken.

„Mein lieber Herr Stephen Orlac“, begann der Unbekannte mit leiser Stimme. „Hier ist die Geschichte.“

Nicht wahr, Sie haben gerade eine Erbschaft gemacht. Sie sind gerade in der Besitz von fünf Millionen gekommen, von denen zwei leicht fällig zu machen sind. Also davon werden Sie mir etwas geben. Das ist das Ganze.“

„Bitte?“ murmelte Stephen.

„Ich sage übermorgen. Ich will Ihnen Zeit lassen, dem Bankier Ihre Anweisung zu übermitteln. Übermorgen früh werden Sie mir persönlich die Summe von einer Million Franken in Tausend-Noten bringen. Kein Scheck! Tausend Noten zu tausend Franken. Sie persönlich — aber bei Gott, Sie machen ein Geschäft! Sie werden mit den vier Millionen, die ich Ihnen lasse, in Wohlstand leben.“

„Aber... mit welchem Recht?“ stierte der Arme.

„Wissen Sie das nicht? Haben Sie nicht so eine kleine Idee über die Geschichte? Also gut, wir wollen Ihr Gedächtnis etwas auffrischen. Erinnern Sie sich, mein lieber Herr, an das, was der Professor Serral gesagt hat an dem Tag, an dem Sie seine Klinik in der Galliststraße verließen, um in das Rekonvaleszentenheim nach Neudilly zu gehen?“

„Es ist nicht wahr, ich erinnere mich nicht.“

„Woran, woran! Sie wollen doch keine Geschichten machen mit mir! ... Gehen Sie, ich werde Ihnen zeigen, daß ich darüber so gut unterrichtet bin, wie Sie selber. Kinn, Kinn, mein lieber Jumper! Erinnern wir den Film ein und drehen wir an der Kurbel!“

Wir befanden uns in Paris in der Nacht vom 16. auf 17. Dezember vergangenen Jahres. Da kommt Frau Orlac und bringt ihren armen Mann als Bagatel in die Klinik des Doktor Serral, und nun schaut sich Serral den armen Mann an, eine schlimme Verwundung am Kopf. Morgen Trepannung. Heute will man sein Möglichstes tun für die Arme, die Seine und den Körper.

Man tut es, aber Serral bleibt nicht ohne Ursache über gewisse Folgen seines Eingriffes. Ihre Hände machen ihm Sorgen. Und dazu telefoniert, wie vorher bestellt, Frau Orlac. Serral Sie seine Hände, Dok-

tor, es ist der Klavierspieler Stephen Orlac!

Ihre Hände ratten! Da, ist leicht gesagt. Serral überlegt. Er, der daran dachte, sie abzuschneiden, er, der auf kühne Weise versuchte, die Amputation zu umgehen, er, dessen einzige Hoffnung es war, ihnen einen fast unüblichen Schein von Händen zu lassen, er ist nun paß!

Serral, bei Gott, denkt er an eine menschliche Überpflanzung! Man müßte auf Ihre Handgelenke, an Stelle ihrer zertrümmerten Hände, zwei neue, gesunde Hände aufpflanzen, die man einem Lebenden oder einem Toten, der gerade erst starb, wegschneiden würde, oder die in einem Gefäß, in einer physiologischen Flüssigkeit konserviert wären... Ihr musikalisches Genie, unterstützt von Ihrer Jugend und Ihrem Willen sollte mit diesen Händen alles tun, was möglich wäre!

Aber wo einen lebenden Menschen aufstöbern, der einwillige, seine Hände zu verkaufen? Er müßte wirklich ihrer nicht mehr bedürfen, und die Verwundeten schreien Ihre Lust, sich das Leben zu nehmen, nicht zu den Fenstern hinaus! ... Was die mit Reserven getriebenen gefüllten Schränke angeht, die wohlverheirateten Gläubigen, aus denen die Amputierten sich Ersatzhände und -füße wählen könnten, wie man Pfandlinge oder Tannendube wählt, so liegt das auch im Gebiet der Zeiten, die erst kommen. Serral Necht also hohes Gedac-



VON MAURICE RENARD

ken an einen Toten — einen erst vor ganz kurzer Zeit Verstorbenen — einen Toten, der in voller Gesundheit gestorben ist ... von Teufel, wo das, indeed! ...

Da nahm der Zufall die Dinge in die Hand.

Während Serral überlegte, lag er in den Zeitungen, daß am nächsten Morgen im Morgengrauen der Mörder Vasseur geköpft werden sollte. Er überlegte nicht lange, sprang ins Auto, fuhr zum Gefängnis, um versucht den Verurteilten hinten und vorn finden zu lassen in ihrem Alter und von ihrer Gestalt, in voller Gesundheit, seine Hände sind nicht zu häßlich — er ist Uhrmacher — und er erfährt mit Genugtuung, daß die Familie keinen Anspruch auf den Körper erhebt. Er erbittet ihn also für seine Versuche, bekommt ihn, gibt hier und dort Anweisungen, und kommt sehr zufrieden nach Hans.

Es geht alles, gut. — So trinken Sie doch.“

„Ich habe keinen Durst.“

„Am nächsten Tag geht alles so, wie der Professor es vorgesehen hat. Der Leichnam Vassours kommt in einem Motorwagen in die Klinik, er ist noch fast warm und fast zuckend, der Kopf liegt hier, der Körper dort. Während man Ihre Gehirnoperation macht, trennt Serral sorgfältig die Hände ab und paßt ihnen diejenigen von Vasseur an. Er hat Obacht gegeben, die Haut nicht mit einem glatten Schnitt, die Armbänder so regelmäßig zu durchschneiden, sondern gibt im Gegenteil dem Schnitt eine launige Zeichnung, deren Zickzack sich mit den Malen ihrer vielfältigen Wunden vermischt. Einige kunstfertige Schrammen, die auf dem Rücken ihrer armen Hände angebracht werden, bringen die Sache so weit, daß jeder Dritte getuscht wird.“

(Fortsitzung folgt)



